

North Renfrew that he was willing to accept the sauce of a Conservative, and to serve in office under the Leader of the Conservative party. He regretted to see a gentleman who had served so well in other Colonies, now serving under one who had charged him with being steeped to the lips in corruption. He had not the confidence of any body of the Government supporters, and certainly not of the members of the Reform party. He hoped to have seen that a change would have taken place in the policy of the Government on the accession and the appointment to office of the hon. gentleman, but he had been disappointed. He condemned the policy of the Government with regard to the Intercolonial Railroad, which, he regretted to see, was supported by the Finance Minister. He thought that the Railway would be an engine in the hands of the Government. He was in favour of such liberal grants of land to railroads as were given by the United States. The Minister of Justice said that the policy of the Government was not changed in regard to Banking, yet Mr. Rose had been compelled to withdraw his Bill last session. He (Mr. Bodwell) was sorry to hear such a declaration. The disturbances at the North-West reflected, he thought, upon the Government, and he did think it strange that no further endeavours had been taken by the Government to promote the peaceable entry of the Governor into the Territory. He was surprised to hear that the Minister for the Provinces did not feel it his duty to take any more active measures than he had done. (Hear, hear.) He did not know whether the Minister of Finance expected to obtain the support of the Reform party to the policy of Protection shadowed forth. He personally did not think it likely that those who had spent their lives advocating Free Trade, would now, at his bidding, support opposite principles.

Hon. Sir Francis Hincks said that this was but one of the many assumptions made about the financial policy of the Government.

Mr. Bodwell said that it was a matter for comment. With regard to the question of Annexation, he thought that the idea of nationality was looked upon by the Government at home; and he threw the charge of being Annexationists, made against the Reform party, back into the faces of those who made it, as being entirely without justification. Sir F. Hincks entered the Cabinet as a Conservative. He had nothing to say against it; but if he entered as a Reformer, he ought to have stepped out and assisted those who were endeavouring to carry Reform principles. He should support any good measures of the Government; but must confess

réunion dans le comté de Renfrew-Nord, qu'il était disposé à accepter l'étiquette «Conservateur» et à remplir une charge sous les ordres du chef du Parti conservateur. Il regrette de voir un homme qui a servi avec autant de compétence dans d'autres colonies servir maintenant sous les ordres de celui qu'il a accusé de baigner dans la corruption. Il n'a la confiance d'aucun partisan du Gouvernement et certainement pas des membres du Parti réformiste. Il espérait que le Gouvernement changerait de politique au sujet de la nomination et de l'entrée en fonction de son honorable collègue, mais ses espoirs ont été déçus. Il condamne la politique du Gouvernement en ce qui concerne le chemin de fer Intercolonial, politique qui était appuyée, il regrette de le constater, par le ministre des Finances. Selon lui, le chemin de fer serait un instrument entre les mains du Gouvernement. Il préconise de libérales attributions de terres aux chemins de fer, comme l'ont fait les États-Unis. Le ministre de la Justice a affirmé que la politique du Gouvernement restait la même en ce qui concerne les banques; par contre, à la dernière session, on a obligé M. Rose à retirer son projet de loi. Il (M. Bodwell) était désolé d'entendre une telle déclaration. Les agitations du Nord-Ouest portent atteinte, selon lui, au Gouvernement et il lui a semblé étrange que ce dernier n'essaye pas à nouveau d'encourager l'entrée pacifique du gouverneur dans le Territoire. Il a été surpris d'entendre que le secrétaire d'État des provinces n'a pas estimé qu'il était de son devoir d'intervenir davantage. (Bravo!) Il ignore si le ministre des Finances espère obtenir l'appui des réformistes, en ce qui concerne le protectionnisme pressenti; personnellement, il lui semble peu probable que ceux, qui ont passé leur vie à défendre le libre-échange, appuient maintenant, sur son ordre, des principes contraires.

L'honorable sir Francis Hincks répond qu'il ne s'agit là que de l'une des nombreuses hypothèses qui ont été émises sur la politique financière du Gouvernement.

M. Bodwell rétorque qu'il y a là matière à discussion. En ce qui concerne la question de l'annexion, il pense que l'idée de la nationalité a été envisagée par notre Gouvernement, et il retourne l'accusation d'annexionniste, portée contre le Parti réformiste, contre ceux qui l'ont formulée, car elle est absolument sans fondement. Sir F. Hincks est entré au Cabinet en tant que conservateur. Il n'y a rien à redire à cela, mais s'il était entré en qualité de réformiste, il aurait dû démissionner et aider ceux qui essaient de défendre des principes réformistes. Il est prêt à appuyer toute mesure valable prise par le Gouvernement, mais il doit